

LES IMPASSES ET LES ESPOIRS DU DÉVELOPPEMENT RURAL

SCHLEMMER (Bernard) — *Le Menabé, histoire d'une colonisation*. — Paris, ORSTOM, 1983, 267 p. (Travaux et documents, 164); ANCEY (Gérard) — *Monnaie et structures d'exploitations en pays mossi*. — Paris, ORSTOM, 1983, 240 p. (Initiations et documentations techniques, 57); *Le développement rural en questions*. — Paris, ORSTOM, 1984, 505 p. (Mémoires, 106); MONDJANAGNI (Alfred C.) — *La participation populaire au développement en Afrique noire, People's participation in development in Black Africa*. — Paris, Institut panafricain de développement, Karthala, 1984, 448 p. (Compte rendu de séminaire V, 2).

Grâce à la nouvelle politique de valorisation de ses publications, l'ORSTOM diffuse actuellement une somme importante de travaux intéressant les politiques de développement rural. Trois de ces ouvrages traitent ainsi des antécédents coloniaux à Madagascar, de leurs incidences structurelles en pays mossi et de leurs conséquences contemporaines en mettant en « questions » le développement rural. A ces « questions »

parfois, la langue de bois. Malgré ce défaut, ce cadre théorique est « heuristique » (p. 11) pour expliquer pourquoi la réussite d'une domination politique (la « pacification » des années 1896 à 1904) devait déboucher sur un échec de la colonisation, entendue comme système économique exogène d'extorsion de la plus-value. Si plusieurs raisons coexistent pour expliquer ce « ratage », l'auteur souligne l'incidence de la permanence d'un mode de production lignager (pp. 89 et suivantes) et d'une « idéologie du refus » (pp. 225 et suivantes) des Sakalava que l'administration coloniale, prise dans ses propres contradictions, ne cherchera pas à briser durant la période considérée. Grâce à l'apport de la force de travail de migrants, les exploitations coloniales pourront satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre et reproduiront même le mode de production sakalava (p. 235) qui lui-même « a été capable de s'adapter à ses demandes » car « les Sakalava (...) purent, en fin de compte, conserver la liberté de ne pas vendre leur force de travail » (p. 237).

D'un point de vue comparatif, ces réflexions et ces explications sont particulièrement incisives en soulignant pourquoi, dans d'autres situations africaines, il n'en fut pas ainsi et comment les populations furent amenées, de gré mais surtout de force, à vendre leur force de travail, sur

quantifiés), je dois souligner l'extrême intérêt de l'analyse... dès lors que la monnaie fiduciaire est devenue un des repères des activités sociales, ce qu'elle a fait progressivement depuis vingt ans.

Mais G. Ancey n'a pas seulement apprivoisé l'analyse économique et adapté à des contextes ouest-africains certains modes formels d'interprétation. Il a été également un des initiateurs de l'anthropologie économique française dans sa perspective non directement marxiste, avec des incidences toujours contemporaines. Ainsi, ayant dégagé l'existence d'un double circuit mossi de financement, « clos mais en étroite communication » (p. 61), il en montre le rôle structurant dans l'organisation sociale mossi et souligne « qu'il suffirait peut-être de monétiser les terres pour le [cet édifice socio-monnaire] faire sauter » (p. 61). Or, n'est-ce pas ce que précisément le Burkina-Faso vient de récuser en proclamant, en août 1984, la nationalisation de toutes les terres, ce qui permet de reconduire l'expérience antérieure : jonction de l'économie burkinabé au littoral (Côte-d'Ivoire) et reproduction du dysfonctionnement intérieur qui permet le maintien d'un certain ordonnancement social en dépit de la pression du capitalisme par la médiation de la monnaie. D'autres contradictions apparaissent ensuite à propos du statut social et du contrôle du capital (pp. 177 et suivantes) ainsi qu'en matière foncière : « On s'aperçoit que, dans bien des cas, les villageois reconnaissent simultanément ne plus pratiquer de jachères et posséder néanmoins des terres disponibles en quantité appréciable » (p. 148). En fait, les contradictions du développement rural ne sont compréhensibles qu'à l'échelle internationale, ainsi que l'auteur le remarque dans sa conclusion générale (pp. 196-197). Ayant souligné la complexité du phénomène migratoire des Mossi en Côte-d'Ivoire, l'auteur conclut sur ces remarques : « Pour nous résumer,

Pierre Gourou dans la lecture des paysages (ainsi chez Marchal, pp. 154 et suivantes) et l'analyse des techniques « d'encadrement » (en particulier dans le chapitre consacré à « Écologie et développement », mais voir ses limites dans *La Masselière*, p. 294). Je suis personnellement plutôt sensible à l'art de la variation d'échelles et aux conclusions nouvelles que cette méthode offre chez C. Blanc-Pamard et P. Peltre (pp. 71-73), ou dans le chapitre « La région, territoire de recherche ». On y découvre ainsi, à propos des travaux de l'ORSTOM sur la vallée du fleuve Séné-

le développement auto-centré, intégré ou endogène contemporain (évoqués pp. 36 à 72).

Mais, en ravaudant la trame usée d'un des principaux mythes développementalistes, les auteurs ne parlent pas d'échec, plutôt de problèmes, de « questions » qui ne trouvent de réponse que dans quelques contributions, ainsi celle de A.R. Semana sur la communication (pp. 387-400) ou dans la bonne mais trop courte conclusion de A. Mondjanagni, pp. 423-425.

Car, la question essentielle tient au « rôle de l'État », comme les débats du séminaire le soulignent (p. 414). Cet État est omniprésent. Sa logique d'intervention est au cœur des onze contributions de la première partie (« Réflexions générales sur les problèmes de participation... ») au point que, dans certaines communications, c'est le point de vue de l'État (congolais, nigérien ou camerounais) qui est, par un étrange renversement des points de vue, au centre de l'analyse. Mais, la nature de cet État étant rarement interrogée, sauf pour le Bénin ou la Haute-Volta (avant qu'elle devienne Burkina-Faso), nous ne savons toujours pas sur quels obstacles culturels, conceptuels ou idéels butent les intentions les plus généreuses.

Faute d'interroger les fondements anthropologiques des civilisations africaines et européennes confrontées dans l'impossible débat de la participation sans participants, deux solutions s'offraient : l'humour ou le langage technocratique. La première solution, parfois involontaire, est illustrée par Philip Langley de façon sympathique dans « Wapi participation, interpreting development rhetoric as a cargo cult practice ». Ce mode d'analyse aurait pu être appliqué à tous ceux qui recourent à la rhétorique développementaliste ou technocratique, particulièrement dans la seconde partie consacrée aux « coopératives, développement communautaire et participation populaire au développement ».

Cet ouvrage bilingue, accompagné de bibliographies en français et en anglais, est une synthèse très utile mais qui demande que les trois difficultés identifiées dans la conclusion générale soient au cœur des nouveaux débats :

— « Le caractère hétérogène et dispersé est la première faiblesse (des micro-développements) des organisations non gouvernementales. Convient-il de leur faire absolument confiance ?

— La deuxième difficulté... est la facilité... à tomber dans une vision quelque peu exotique du « small is beautiful ».

« Le troisième problème, qui est le plus difficile à résoudre est celui de savoir qui décide quoi et pour qui. En fait qui décide de la participation ? » (p. 424). Et « qui décide de développer ? » pourrions-nous ajouter pour refermer provisoirement ce dossier du développement.

Étienne le Roy